



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

LA PUISSANCE CHINOISE FACE A SES DEFIS SOCIAUX

Quelle évolution à l'aube du XXIème siècle ?

**Mémoire de géopolitique
du commissaire lieutenant-colonel Pascal VERRIER
dans le cadre du séminaire « la Chine »**

**Directeur : Madame Valérie NIQUET
Directeur du centre « Asie » de l'Institut Français
des Relations Internationales**

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les défis sociaux à la puissance chinoise : quelle évolution à l'aube du XXIème siècle ?
2. 2006_memoire_geop_defis sociaux Chine_Verrier
3. Commissaire lieutenant-colonel, armée de l-Air, VERRIER Pascal, France
4. 17 mars 2006
5. Division B – groupe B4
6. Mémoire de géopolitique
7. Après la mort de Mao, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, les premières réformes voient naître une Chine nouvelle dont l'évolution sociale laisse déjà entrevoir les forces et les faiblesses. La formation de nouvelles élites issues de la croissance en est l'un des premiers effets, mais ne constitue pas en soi un danger pour la stabilité du régime, leur collusion avec le pouvoir constituant en définitive une garantie de stabilité sociale. La véritable ligne de fracture de la société chinoise se trouve dans la situation des laissés pour compte, ruraux et citadins, qui espèrent pour le moment recueillir les fruits de la croissance mais constituent un danger potentiel, accentué par les effets d'une véritable révolution de l'information conjuguée avec la persistance d'une corruption endémique de moins en moins tolérée.
8. Chine, classes moyennes, paysans, chômage, corruption.

LA PUISSANCE CHINOISE FACE A SES DEFIS SOCIAUX
Quelle évolution à l'aube du XXIème siècle ?

SOMMAIRE

**PREMIERE PARTIE : UNE TRANSITION INACHEVEE A L'ORIGINE DE NOUVELLES
ELITES, INSTRUMENT ESSENTIEL DU CONTRÔLE SOCIAL**

La société chinoise face au démantèlement du maoïsme, de 1976 à 2004

Les élites chinoises : une collusion entre anciennes castes dirigeantes et intérêts privés

La nouvelle classe moyenne : un groupe social au périmètre incertain, sans réelles ambitions
politiques

**DEUXIEME PARTIE : LES NOUVELLES MENACES : OUBLIES DE LA CROISSANCE,
REVOLUTION DE L'INFORMATION ET CORRUPTION ENDEMIQUE**

Un monde rural découragé, dont le paysan est le parent pauvre

La misère urbaine: une classe ouvrière disloquée et des migrants difficilement contrôlés

Révolution de l'information et corruption : des facteurs potentiellement déstabilisateurs

INTRODUCTION

Admise en 2001 comme membre de l'Organisation mondiale du Commerce, pays organisateur des Jeux Olympiques de 2008, la Chine a fait une entrée surprenante et efficace sur la scène mondiale. Son évolution rapide vers l'économie de marché n'a pas laissé indifférents les observateurs internationaux, qui s'interrogent et éprouvent incertitudes ou inquiétudes, optimisme ou pessimisme. Aujourd'hui, la Chine est au centre des préoccupations stratégiques et la question majeure, objet de nombreux débats divergents, est de savoir si elle deviendra au cours du troisième millénaire une puissance à craindre. Les arguments en faveur ou en défaveur de cette thèse sont nombreux et méritent une attention particulière.

En effet, la puissance, atout essentiel des Etats, est au cœur des relations internationales, ce qui explique la volonté de chacun d'eux d'en acquérir la réalité et la reconnaissance. Toutefois, elle est non seulement relative mais aussi fluctuante. L'histoire millénaire de la Chine illustre précisément ce caractère évolutif, dans la mesure où, ayant perdu son statut de puissance, elle cherche aujourd'hui à le retrouver. Certains voient d'ailleurs, dans cette quête d'une puissance perdue, une menace pour la stabilité internationale.

Aussi, l'examen des défis qui s'opposent à l'affirmation de cette puissance revêt-il une grande importance. De nombreux travaux ont déjà tenté de répondre à cette interrogation, qui s'est longtemps limitée à celle de la possibilité, pour le système chinois, de mener à bien une transition vers l'économie de marché. Quinze années de haute croissance et la traversée, sans grands dommages, de la crise financière asiatique de 1997-1998 ont permis de répondre à cette question. L'évolution rapide de la société chinoise suscite aujourd'hui d'autres interrogations. Les progrès dans la diffusion de l'information, les études souvent de bonne qualité mais très spécialisées sur l'état du corps social laissent entrevoir l'ampleur des défis sociaux que doit désormais relever la puissance chinoise. La présente étude a pour objet, à partir de l'examen des évolutions récentes de la société chinoise, de déterminer quels sont ces défis et d'en cerner l'importance.

Après la mort de Mao, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, les premières réformes voient naître une Chine nouvelle dont l'évolution sociale laisse déjà entrevoir les forces et les faiblesses. La formation de nouvelles élites en est l'une des expressions, mais ne constitue pas en soi un danger pour la stabilité du régime, leur collusion avec le pouvoir constituant au contraire une garantie de stabilité sociale. La véritable ligne de fracture de la société chinoise se trouve dans la situation des laissés pour compte, ruraux et citadins, qui espèrent encore recueillir les fruits de la croissance mais constituent un danger potentiel, accentué par une révolution dans le domaine de l'information et la persistance d'une corruption endémique de moins en moins tolérée.

PREMIERE PARTIE

UNE TRANSITION INACHEVEE A L'ORIGINE DE NOUVELLES ELITES, INSTRUMENT ESSENTIEL DU CONTRÔLE SOCIAL

Pour mesurer l'ampleur des mouvements qui, aujourd'hui, travaillent la société chinoise en profondeur, il est nécessaire de revenir sur l'évolution historique récente qui, depuis plus de trente ans, a modelé une Chine nouvelle à travers des réformes économique de grande ampleur. En favorisant, à partir de 1978, l'ouverture du pays aux échanges internationaux, le démantèlement du maoïsme, bien qu'incomplet, a favorisé l'ascension d'une « nouvelle classe » dont il faut tenter de cerner les intérêts avant de déterminer le poids réel dans l'évolution prévisible de la société et des institutions chinoises.

CHAPITRE 1^{ER}. LA SOCIETE CHINOISE FACE AU DEMANTELEMENT DU MAOÏSME, DE 1976 A 2004

Sur le plan politique, la fin du règne de Mao Zedong est marquée, de 1969 à 1976, par l'intensification des luttes opposant des factions qui se disputent le pouvoir en bénéficiant du soutien d'un dictateur vieillissant. L'affrontement s'aiguise entre les pragmatiques autour de Deng Xiaoping et les idéologues réunis autour de Jiang Qing (la « bande des quatre »). Avec la mort de Zhou Enlai en janvier 1976, la crise politique latente éclate au grand jour et voit la réapparition d'un grand absent: le peuple, en particulier celui des grandes agglomérations. De façon spontanée au début, puis avec l'aide de cadres de base du parti communiste, des centaines de milliers de citoyens manifestent en avril 1976 pour soutenir les réformes. Pour la première fois depuis 1968 et l'exil des gardes rouges vers les campagnes, l'audace de la rue brise le cercle clos des luttes pour le pouvoir.

1. 1. La prise de pouvoir par Deng Xiaoping et les années heureuses de la réforme (de 1977 à 1985)

A partir de la mort de Mao le 9 septembre 1976 et de l'arrestation de la bande des Quatre un mois après, on assiste à un démantèlement progressif mais incomplet du système maoïste, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, qui reconquiert le pouvoir et s'appuie sur la dynamique sociale des premières réformes. Une Chine nouvelle se construit dont les lignes de force apparaissent peu à peu.

La bataille politique qui se déroule dans le parti trouve son écho à l'extérieur. Une campagne se développe dès 1977, qui invite à la révision des verdicts du maoïsme: c'est le mouvement des « Plaignants ». Les victimes des campagnes successives d'intensification de la lutte des classes depuis 1957 demandent que l'on revienne sur leur condamnation à l'exil intérieur. En novembre 1978, de gigantesques manifestations

sont organisées dans la capitale. Ce bref «printemps de Pékin» se traduit par une profusion de journaux parallèles. Les tabous sont remis en cause, on parle des prisons d'Etat, des camps, des privilèges des hauts cadres. Rétabli dans ses fonctions de vice-président du Comité central en 1977, Deng Xiaoping utilise ce mouvement pour asseoir sa position dominante. Il doit toutefois donner des gages aux conservateurs et aux militaires désireux d'un retour rapide à la discipline. Aussi fixe-t-il, dès 1979, les limites que l'on ne peut franchir : il faut défendre la voie socialiste, accepter le rôle dirigeant du Parti communiste, respecter le marxisme-léninisme et la pensée de Mao-Zedong: ce sont les quatre principes cardinaux. L'ère Deng Xiaoping commence, sa réforme ne touchera plus que le domaine de l'économie.

Cependant, dans la Chine profonde, un mouvement irrésistible s'amorce. La production stagne et la disette menace. Les nouveaux responsables du parti dans les provinces les plus durement touchées sont des proches de Deng Xiaoping. Lors de la famine du Grand Bond en avant (1959-1961), ils avaient appliqué la politique de redressement de la production agricole - initiée alors par Deng Xiaoping - qui avait mis fin à la catastrophe. Cette politique est de nouveau mise en œuvre, au cas par cas. Elle a pour nom le «système de responsabilité»: chaque foyer paysan reçoit à cultiver une partie des terres collectives, redistribuées. Il doit livrer à bas prix une partie de la production aux services d'achats gouvernementaux, mais peut disposer des surplus sur les marchés paysans aux prix fixés par la loi de l'offre et de la demande. Des millions de paysans s'engouffrent dans cette brèche et obtiennent l'extension de la nouvelle politique qui se généralise. La formidable pression de centaine de millions de paysans aboutit à ébranler la collectivisation. La campagne chinoise connaît alors des années heureuses. Les foyers paysans sont invités à signer avec les autorités des contrats de plus en plus souples, qui leur assurent l'usufruit de la terre collective sur une durée de plus en plus longue, jusqu'à quinze ans. Des foyers spécialisés apparaissent, qui se livrent à une seule activité agricole. Le paysan se transforme en fermier de la collectivité, le coût du fermage étant représenté par la perte consentie sur le prix des céréales et autres articles vendus aux autorités aux prix encadrés.

Les communes populaires disparaissent en 1985, un an après le monopole d'Etat sur les céréales, avec, cependant, dans ce dernier cas, un rôle préservé de l'Etat afin d'éviter une trop rapide hausse des prix à la ville. Les revenus des paysans suivent désormais la croissance de la production : 11% en moyenne entre 1981 et 1984, contre 3,7% de 1953 à 1982¹. Les industries rurales connaissent une renaissance, tandis que les bourgs sortent de leur torpeur. C'est l'exploitation familiale qui assure en 1985 plus de 81% des revenus d'un foyer, contre 27% en 1978².

¹ Alain ROUX, La Chine au XX^{ème} siècle, Armand Colin, Paris 2006 p. 126.

² Op. cit.

Fortes de ces succès parmi les paysans, les autorités veulent étendre la réforme à la ville. C'est une nécessité car l'Etat voit diminuer les revenus tirés jusque là de la campagne collectivisée. De plus, 100 à 200 millions de ruraux sont, de toute évidence, inutiles pour les travaux des champs, ce que masquait la collectivisation. Ils profitent de l'assouplissement des contrôles, avec notamment l'instauration en 1985 d'une carte d'identité nationale, pour se rendre à la ville par dizaine de millions afin de se faire embaucher sur les gros chantiers. Par ailleurs, les paysans ont besoin de l'industrie pour faire face à leurs demandes accrues, car l'insuffisance de la production entraîne une tension inflationniste sur les prix des fournitures agricoles. Le dynamisme de l'industrie est donc indispensable pour éviter les goulots d'étranglement. Or, le secteur industriel est très difficile à réformer. Les ouvriers et les employés tiennent aux entreprises d'Etat (*danwei*), dispensatrice de logement, d'éducation pour les enfants et de sécurité sociale. Ils ne veulent pas perdre la garantie à vie de leur emploi, transmissible à leurs proches. A la différence des paysans, cette réforme, qui cherche à rationaliser la gestion, est vécue comme une menace pour les salariés de l'immense secteur public. Au même moment, en 1983, cinq zones économiques spéciales sont ouvertes dans le Sud³, notamment à Shenzhen, près de Hong-Kong, pour faire entrer les capitaux étrangers et former des cadres et des travailleurs aux technologies de pointe.

Dans ce contexte, les débats idéologiques et conceptuels demeurent réduits depuis le coup d'arrêt donné au printemps de Pékin en 1979, mais les idées circulent. Dans l'entourage de Hu Yaobang, secrétaire général du Parti communiste, certains intellectuels se demandent comment faire participer les gens à la vie politique. C'est dans ce climat que la réforme commence à buter sur de graves difficultés. La crise maoïste en passe d'être surmontée grâce à la réforme fait place à la crise de la réforme elle-même.

1. 2. La crise de la réforme (de 1986 à 1991)

Des contradictions, génératrices de troubles sociaux, apparaissent peu à peu du fait des changements nés de la réforme et de l'absence de débat politique sur les solutions à proposer.

Dans les campagnes, les difficultés s'accumulent, malgré un succès d'ensemble. Le nouveau système donne une grande liberté aux paysans, mais le terroir est minuscule (2 à 3 hectares par exploitation). Ils manquent de capitaux et le statut ambigu de leur exploitation, qui reste propriété collective, décourage les investissements et favorise les prélèvements arbitraires. D'autre part, l'Etat devant payer plus cher les céréales qu'il redistribue sous forme de rations à la ville, il diminue les investissements dans l'agriculture. De plus, l'industrie ne répond plus aux demandes de l'agriculture en pleine révolution verte : le prix des engrais augmente de 61% entre 1986 et 1989, alors que le prix des céréales, qui représente désormais plus

³ Voir leur localisation sur la carte en annexe 1.

de 40% des revenus paysans, baisse de 25% entre 1984 et 1990⁴. S'il y a dans les villages des nouveaux riches, il y a aussi de nouveaux pauvres. La population villageoise sans emploi, estimée entre 150 et 200 millions, afflue vers la ville, espérant y trouver un travail.

Après l'optimisme des premières années de la réforme, la situation se dégrade : l'écart entre les revenus des citadins et des ruraux, qui était passé de 3,1 à 1 en 1978, remonte à 3,9 dans les années 1990. Dans la même période, le fossé entre les revenus des régions agricoles côtières et des régions pauvres de l'intérieur passe de 3,3 à 1 en 1978 à 4,6 à 1 en 1990⁵. L'Etat devient mauvais payeur. Il remplace l'argent par des reconnaissances de dettes (*bai tiao*) que les paysans doivent négocier à perte auprès des banques. Les cadres locaux réclament des contributions diverses pour entretenir les infrastructures. Ils vont jusqu'à extorquer des fonds pour eux-mêmes. Les abus des potentats locaux entraînent des troubles. L'ambiance générale est au désenchantement. Dans les villes, le système irrationnel des prix autoritairement fixés par l'Etat favorise le développement de réseaux de trafics illicites et de corruption, qui permet d'augmenter les marges de l'entreprise et d'acheter la paix sociale, mais vise aussi à l'enrichissement personnel.

Les étudiants traduisent ce malaise social en lui donnant une expression politique. Ils sont, en effet, frappés doublement par la hausse des prix, qui rend leur vie quotidienne de boursiers insupportable et par la diminution des revenus salariaux qui hypothèque leur avenir. L'agitation apparue en 1986 gagne les principales villes du pays, Shangaï et Pékin. A l'automne 1988, les dirigeants chinois sont confrontés à un choix décisif. Ou bien ils suivent Zhao Ziyang et les libéraux, qui veulent élargir la part du marché : cela marquerait la fin du maoïsme, dont il ne resterait plus que le rôle dirigeant du parti ; ce serait aussi le risque de troubles sociaux causés par l'inflation et les licenciements. Ou bien ils suivent Li Peng et les orthodoxes, gèlent les réformes et arrêtent la décollectivisation.

Les orthodoxes l'emportent en octobre 1988. La réforme est arrêtée et le contrôle des ministères sur les entreprises d'Etat est rétabli. Mais Le débat politique, jusqu'alors confidentiel, gagne la presse. En avril 1989, le mouvement étudiant, momentanément assoupi, se réveille à la faveur de la mort de Hu Yaobang, en qui une partie de l'opinion voyait le héros de la lutte contre la corruption. Après les manifestations de Pékin, qui réunissent plus de 150 000 personnes, le mouvement s'étend à la province et gagne en ampleur. La contestation porte sur les conditions de vie difficiles, la corruption, la démocratie mais s'inscrit toujours dans le cadre du régime, espérant obtenir un soutien dans l'appareil d'Etat. Un forum permanent sur la place Tian'anmen attire une foule considérable. Cette situation d'insurrection pacifique devient

⁴ Op. cit. p. 129.

⁵ Op. cit.

intolérable pour le régime. Le 17 mai 1989, la direction du parti retire sa confiance à Zhao Ziyang et Li Peng proclame la loi martiale dans le centre de Pékin. La répression aboutit à l'intervention armée début juin. Le massacre délibéré d'une foule désarmée (2500 morts environ) est médiatiquement exploité par le pouvoir, qui cherche à susciter en province la crainte d'une nouvelle révolution culturelle. Très vite cependant, le massacre de Tian'anmen prend les traits d'une véritable journée de dupes. Les orthodoxes, vainqueurs du moment, sont en réalité les vaincus du lendemain puisque les réformes sont à nouveau engagées et que certaines des thèses de Zhao Ziyang sont mises en œuvre.

1. 3. La poursuite des réformes (de 1992 à 2004)

En janvier-février 1992, Deng Xiaoping effectue une tournée d'inspection dans le sud du pays. Il confirme à cette occasion la pérennité de la ligne de réformes inaugurée en 1978, ajoute que le capitalisme n'est pas à craindre et qu'il faut étudier ses performances. Il décrit par ailleurs dans ses grandes lignes ce que deviendra bientôt l'économie socialiste de marché et formule le slogan de base de la nouvelle étape de la réforme, demandant de l'audace pour que la Chine cesse d'avancer comme «une femme aux pieds bandés». Le XIV^{ème} congrès du PCC, en octobre 1992, confirme cette relance des réformes.

Au début des années 1990, de nombreux scandales financiers sont dénoncés. Les tensions sociales persistent à la campagne et sont de plus en plus fréquentes à la ville. Les 112 millions de travailleurs des entreprises d'Etat voient leur part dans la production totale diminuer tout en étant toujours aussi nombreux. Une législation sur les faillites est mise au point, d'où des retards dans le versement des salaires de 11 millions d'ouvriers en 1997 et le licenciement de 9 millions de travailleurs. Les conflits du travail se multiplient. Dans diverses villes du Sichuan⁶, ils prennent la forme de véritables émeutes urbaines. Les syndicats nés spontanément dans ces luttes sont interdits et leurs dirigeants arrêtés. Il n'existe donc aucun relais susceptible de transformer ce malaise social en crise politique. Cette situation peut devenir explosive faute d'interlocuteurs reconnus pour négocier des solutions. Le dynamisme de la société permet encore de croire en des solutions individuelles dans des pôles de croissance, sur la côte.

Quand Deng Xiaoping meurt le 19 février 1997, sa succession se passe sans difficulté. Le retour sans problème de Hong-Kong à la République Populaire en juillet donne à l'équipe dirigeante un surcroît de prestige. Jiang Zemin est confirmé comme secrétaire général. Les réformes se poursuivent, sans crises majeures. L'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) le 11 décembre 2001 indique que le changement de cap en direction d'une économie de marché est devenu irréversible. Le

⁶ Voir carte des divisions administratives en annexe 2.

XVI^{ème} congrès du PCC, en novembre 2002, voit l'arrivée au pouvoir de la « quatrième génération » de communistes chinois, avec le nouveau secrétaire général, Hu Jintao. Dans les faits toutefois, Jiang Zemin continue à diriger en sous-main, comme l'avait fait Deng Xiaoping, ce qui donne une fausse image de renouvellement dans l'appareil dirigeant.

Le contraste entre la persistance du modèle léniniste et le bouleversement d'une société où le capitalisme s'impose peu à peu génère une crise de légitimité que Jiang Zemin cherche à surmonter en développant, à partir de l'été 2001, sa théorie des «trois représentations», adoptée par le XVI^{ème} congrès. Le PCC représenterait selon lui «les forces avancées de la production, la culture chinoise progressiste et les intérêts fondamentaux du peuple». Une véritable révolution se cache derrière ce langage convenu. En effet, la première représentation met fin au mythe selon lequel le parti assumerait sa dictature au nom du prolétariat. Il devient le parti des producteurs, y compris celui des entrepreneurs. La deuxième représentation signifie que «modernisation» ne se confond pas forcément avec «occidentalisation» et peut donner lieu à une interprétation nationaliste. La troisième met fin à la vision du monde de Mao qui reposait sur la lutte des classes.

Devenu président de la République Populaire de Chine le 15 mars 2003, Hu Jintao parachève sa prise du pouvoir en succédant, le 20 novembre 2004, à son rival Jiang Zemin à la tête de la puissante commission des affaires militaires du parti. Ainsi, pour la seconde fois depuis la crise de 1989, la succession au sommet s'opère sans heurt, ce qui atteste d'une certaine solidité de la construction politique d'ensemble.

1. 4. Conclusion partielle

Deng Xiaoping, à partir de 1978, a répudié le volontarisme de Mao et mis l'économie au poste de commande, en ouvrant largement le pays et en favorisant les initiatives privées. Jiang Zemin a complété cette démaoïsation avec ses « trois représentations » qui font des entrepreneurs et des hommes d'affaires la force dirigeante du pays au côté des autres «producteurs», au détriment de la classe ouvrière. Le modèle politique suivi est autoritaire et ce capitalisme sous contrôle étatique, étroitement mêlé à l'existence d'une bureaucratie puissante, s'accommode du régime de dictature mis en place par Mao.

Aujourd'hui, plus de dix ans après la mise en œuvre de ce train de réformes, la Chine a presque rattrapé son retard séculaire et l'on assiste à l'émergence d'une nouvelle « classe moyenne » de 150 millions de personnes, face à un nombre à peu près équivalent de gens très pauvres. C'est à cette nouvelle classe dirigeante, à sa composition et à la manière dont elle se vit et s'inscrit dans la société chinoise, qu'il convient à présent de s'intéresser. Les développements suivants montreront que sa montée en puissance

n'est, aujourd'hui, pas de nature à constituer une menace pour la stabilité des institutions actuelles. Peu Politisée, elle ne peut être assimilée à un nouveau «Tiers-Etat» dont l'ascension serait le signe avant-coureur d'un bouleversement politique après le temps de la réforme économique. Bien plus, elle joue un rôle déterminant dans le déploiement d'une enveloppe sociale, un système de contrôle non officiel qui parvient à fragmenter et à atténuer l'agitation des divers groupes sociaux.

CHAPITRE 2. LES ELITES CHINOISES: UNE COLLUSION ENTRE ANCIENNES CASTES DIRIGEANTES ET INTERETS PRIVES

La Chine a escamoté, dans son développement, l'étape capitaliste, en raison notamment de la mainmise des puissances occidentales sur son économie à partir du milieu du XIX^{ème} siècle et du maintien d'un système quasi-féodal dans les campagnes, qui a étouffé les germes d'un capitalisme chinois. Aussi, le parti communiste a-t-il eu, avec la mise en œuvre des réformes de Deng Xiaoping, la tâche paradoxale de favoriser l'essor des forces productives dans le cadre d'une économie de marché mixte, placée sous son contrôle. Le Parti demeure donc au centre du dispositif politique et conserve une puissante organisation. Grâce au quadrillage social que réalisent ses organisations de base, il contribue au contrôle social. Surtout, grâce à la mutation de ses élites, il aiguillonne et contrôle la modernité économique, à tel point que l'on a pu évoquer, à propos de la Chine, l'émergence d'un «capitalisme bureaucratique».

2. 1. Le Parti communiste chinois, pépinière d'une caste de «techno-bureaucrates»

Il est aujourd'hui avéré qu'un système de privilèges matériels et politiques s'est perpétué dans la Chine communiste dès 1949. A plusieurs reprises, pendant les Cent Fleurs (1957) puis la révolution culturelle (1966-1969), des contestataires ont dénoncé les privilèges accumulés par l'appareil du Parti. C'est la victoire de Deng Xiaoping en 1978-1979, en installant le Parti dans son rôle d'agent de la modernisation économique, qui a permis la consolidation de cette couche bureaucratique, puis sa transformation et son élargissement, pour en faire le noyau d'un système de contrôle social qui compense la faiblesse du droit et de l'administration.

Comme dans la majorité des autres pays dont l'histoire contemporaine a été marquée par le système communiste, il est difficile de donner une définition sociologique précise de la couche privilégiée, en raison de l'absence de statistiques, de la variété des situations et du flou des frontières sociales. Cette couche privilégiée compte probablement une large part des soixante-quatre millions de membres du PCC, ainsi qu'une partie (mais laquelle?) des dizaines de millions de membres des autres «associations de masses» (Fédération pan-chinoise des femmes, syndicats...). Pour une grande majorité de cette population

intéressée, à des degrés divers, au maintien de privilèges liés à la proximité du pouvoir, les avantages matériels sont souvent moins importants que les avantages liés aux relations, dans une conjoncture où le pouvoir contrôle en partie l'accès à l'argent. Si l'appartenance au cercle le plus large ne suffit pas à garantir l'aisance, elle aide néanmoins à l'acquérir. Cette population constitue un ensemble très composite, comprenant à la fois des situations liées à la «vieille société» (cadres syndicaux ou de quartier, officiers de garnison, cadres de régions déshéritées) et d'autres plus liées à la modernité (ingénieurs, employés et cadres urbains). Leurs aspirations varient donc beaucoup et on peut penser que, pour l'immense majorité, les expériences particulières l'emportent sur les fidélités abstraites.

Les avantages concédés à ce groupe social varient avec la place dans la hiérarchie, mais aussi suivant le réseau de relations et le type d'activité exercée. En effet, la politique de modernisation a entraîné une professionnalisation des fonctions autrefois définies simplement comme celles de «cadres». En 1995, 40% des membres du PCC avaient accompli des études secondaires. Cette proportion s'élevait à 92% parmi les membres du comité central élu en 1999, dont presque la moitié avaient fait des études supérieures techniques⁷. La formation universitaire et l'expérience technique sont donc devenues une importante condition de l'ascension politique. Après celle des bureaucrates de la mobilisation idéologique, l'ère des techniciens est venue. L'itinéraire de Li Peng, ingénieur de formation, Premier ministre de 1987 à 1998, illustre cette trajectoire et rappelle que tous ces «techno-bureaucrates» ne sont pas forcément réformistes. Mais la nature de leurs compétences les éloigne considérablement d'une conception mobilisatrice de la politique. En outre, le nombre de dirigeants du secteur privé à l'intérieur du PCC augmente et cette évolution a été encouragée depuis l'été 2001 et le développement, par Jiang Zemin, de sa théorie des «trois représentations».

2. 2. Une collusion croissante entre les intérêts privés, le secteur d'Etat et le Parti

Cette évolution significative découle en large part de l'imbrication économique qui existe désormais, à tous les niveaux, entre les tâches politiques et économiques, ainsi qu'entre les secteurs public et privé. Le fait que le secteur privé se soit développé sous le contrôle et plus récemment sur les ruines du secteur d'Etat a provoqué des collusions à tous les niveaux, qui jouent localement un rôle économique décisif. Nombreux sont, en effet, les cadres de tous échelons qui complètent leur rémunération par des revenus issus des services qu'ils rendent au secteur privé. Nombreux sont également ceux qui évoluent professionnellement vers le secteur privé, à l'occasion de privatisations plus ou moins régulières. Jean-

⁷ Jean-Luc DOMENACH, «Où va la Chine ?», Fayard Paris 2002, p. 85.

Louis Rocca⁸ cite plusieurs enquêtes suivant lesquelles un grand nombre des propriétaires d'entreprises privées sont en fait d'anciens cadres locaux ou employés d'entreprises d'Etat. 600 000 cadres s'étaient ainsi lancés dans les affaires dès les années 1992-1993. On peut estimer qu'ils se comptent aujourd'hui par millions. L'attraction du secteur privé sur l'encadrement s'explique par l'un des faits marquants de l'économie chinoise contemporaine: la rapidité avec laquelle les fortunes s'édifient, en particulier dans les secteurs de la construction ou de l'import-export. Les intérêts en jeu sont immenses et la tentation difficile à ignorer pour des cadres souvent peu payés, soumis à des conditions de travail médiocres, de se lancer les affaires. A l'inverse, quand ils rejoignent le monde des affaires, les cadres y apportent leur style, leurs relations, leurs intérêts familiaux. Les milieux sociaux s'imbriquent donc, sans se fondre complètement.

Il existe de nombreux signes d'une véritable alliance sociale entre les cadres politiques et l'élite issue des nouveaux métiers de gestion économique ou de l'entreprise privée. Les enfants et les parents de cadres exercent souvent un métier dans le privé et de grands mariages allient les deux milieux : cette agrégation sociale est la source de l'élargissement de la classe privilégiée. On y accède par la politique et désormais aussi par la profession et la richesse. Mais le critère d'appartenance n'est pas seulement l'argent : ce sont aussi les relations et plus largement l'accès aux facteurs décisifs de l'ascension sociale, l'éducation (en particulier universitaire), le mariage «vers le haut» et à un moindre titre le voyage à l'étranger. Certes, les situations sont très variables, mais tout indique que, dans chaque milieu social, l'échelon dirigeant du pouvoir s'est amalgamé avec les groupes sociaux qui ont le mieux profité de la nouvelle conjoncture. Le phénomène est manifeste, dans les villages, avec les alliances qui se sont tissées entre les cadres les plus entreprenants et les paysans enrichis grâce à la décollectivisation de l'agriculture. Des liens analogues peuvent aussi s'établir entre les cadres dirigeants et les nouvelles élites. La privatisation d'une entreprise d'Etat peut par exemple être opérée au profit d'une nouvelle société constituée par des anciens cadres de l'usine, des fils de cadres et des intérêts privés émergents. Or, cette nouvelle classe issue du développement des intérêts privés n'affiche pas de réelle ambition politique.

CHAPITRE 3. LA NOUVELLE CLASSE MOYENNE : UN GROUPE SOCIAL AU PERIMETRE INCERTAIN, SANS REELLES AMBITIONS POLITIQUES

Les succès de son économie font que la société chinoise fait preuve aujourd'hui d'un dynamisme que rien ne semble arrêter. Son moteur est constitué par une classe moyenne de formation récente dont 46,8% des citoyens consultés lors d'une enquête sociologique menée par les autorités en 2003 se réclamaient, alors même que seuls les 4,1% qui disposent de biens de consommation et de revenus sensiblement supérieurs à

⁶ Jean-Louis ROCCA, « L'entreprise, l'entrepreneur et le cadre : une approche de l'économie chinoise », Etudes du

la moyenne en feraient vraiment partie. Avant d'étudier les motivations et le mode de fonctionnement de ce groupe social, il faut donc tenter d'en cerner les contours.

3.1. Un groupe social aux contours incertains

La classe moyenne montante qui vogue sur le flot des affaires (*xia hai*) présente des contours et des effectifs assez flous. Ce groupe social en phase d'ascension, constitué pour partie d'entrepreneurs, de financiers, d'ingénieurs et de cadres supérieurs, provient largement du secteur privé et semi-privé qui s'est développé au point de produire depuis 2002 plus de la moitié du PIB chinois, mais aussi du secteur public où les revenus des gestionnaires se sont considérablement accrus. Il inclut aussi les professions libérales en plein essor, médecins disposant de cabinets privés ou avocats d'affaires, des journalistes, des professeurs d'université, des juristes et autres «cols blancs». En font partie aussi une bonne partie des «nouveaux dieux de la richesse» qui forment dans les bourgs une moyenne bourgeoisie rurale avec ses transporteurs privés et ses petits patrons d'usines de matériel agricole. Une enquête sociologique conduite en 2003 l'évaluait à 4,1% des chinois de 16 à 70 ans, une autre portant sur les cols blancs l'estimait à 15,9% du même groupe, une troisième qui envisageait les revenus supérieurs à la moyenne locale, ce qui les faisait varier entre 10 000 yuans par mois à Pékin (1 000 euros) et deux à trois fois moins dans les petites villes de province, aboutissait à 24,6% de la population vivant dans une petite aisance⁹.

Derrière la grande imprécision de ces statistiques, quelques éléments concrets peuvent être dégagés. Etre riche, à Pékin ou à Shangai, signifie que l'on dispose d'un capital d'environ 2 millions de Yuans (220 000 euros). Agé de quarante ans en moyenne, ce petit capitaliste boursicote à Shangai ou à Shenzhen. Cette classe moyenne s'étend à des gens plus modestes. L'effectif total peut être évalué à 150 millions de personnes soit 15% de la population chinoise, avec une couche supérieure de 5 à 10 millions de très riches, remarquable notamment par la possession d'une voiture personnelle, 35 à 40 millions d'une classe moyenne supérieure et 150 millions de «petits bourgeois»¹⁰. Cette nouvelle couche sociale englobe donc, au-delà de son noyau dur, une sorte de halo mal défini, qui traduit sa force d'attraction. C'est à cet ensemble que Hu Jintao promet un avenir «d'harmonie dans la suffisance».

Le développement de la classe moyenne repose en premier lieu sur l'existence d'un cadre juridique dont les profondes mutations, depuis la fin des années 1980, ont abouti à la reconnaissance officielle de la propriété privée. La protection de celle-ci figure en effet, désormais, explicitement dans un amendement

CERI n°14, 1998.

⁹ Alain ROUX, La Chine au XX^{ème} siècle, Armand Colin, Paris 2006 p. 158.

¹⁰ Op. cit.

de la constitution adopté en 2004 par l'Assemblée Nationale Populaire, qui précise que «l'Etat protège, encourage, soutient et guide» l'économie privée. On comptait, en Chine, en novembre 2003, 2,97 millions d'entreprises privées, mais il faut souligner que, pour des raisons fiscales, un grand nombre d'entreprises ne sont pas immatriculées. Quoiqu'il en soit de ses effectifs, le secteur non étatique contribuait en 2003 à la moitié de la croissance chinoise¹¹.

Au sommet de cette classe moyenne, on trouve d'authentiques capitalistes. Le domaine d'expansion de ces nouveaux riches est le secteur immobilier, les «nouvelles technologies», le textile, la chaussure, les produits alimentaires, les biens de consommation et les services. En 2005, selon le classement établi chaque année par le magazine américain *Forbes*, sur les 691 milliardaires en dollars du monde, il y a 10 chinois, contre un seul en 2003. Le plus riche est Rong Zhiran, le PDG de CITIC (*China International Trust and Investment Corporation*), qui vaut 1,6 milliards de dollars (1,3 milliards d'euros). Ce premier fonds d'investissement chinois avait été fondé par son père, Rong Yiren, mort en octobre 2005. Cadet d'une des plus puissantes familles de Shangaï, qui employait avant 1949 plus de 100 000 ouvriers dans ses cotonnières et ses minoteries, rallié au régime communiste, surnageant durant les tempêtes maoïstes, Rong Yiren était devenu un «capitaliste rouge» après 1978, grâce à la protection de Deng Xiaoping. Ses capitaux étaient pour une bonne part d'origine publique. En numéro deux sur cette liste de milliardaires, on trouve Zhu Mengyi, promoteur immobilier de Shangaï de 46 ans, à la tête d'un empire de 1,1 milliard d'euros et en numéro trois Ding lei, âgé de 34 ans, fondateur du portail Internet *Netease*, qui affiche 1 milliard d'euros¹². Ces grands capitalistes affichent ostensiblement leur réussite, leurs hôtels particuliers, leurs voitures de luxe. Ils ont souvent une concubine ou s'affichent avec des vedettes du cinéma chinois. L'association des femmes chinoises évalue en 2001 à 2,4% de la population masculine les hommes entretenant ainsi une concubine (appelée *ernai*, le «second sein») et pratiquant la bigamie. La Chine compterait ainsi 1 million de ces femmes entretenues.

3. 2. Un groupe social sans réelle ambition politique.

Imbriquée dans le réseau des entreprises d'Etat, cette pseudo-bourgeoisie n'évoque pourtant que de manière très lointaine la «bourgeoisie conquérante» de l'Europe ou des Etats-Unis du XIX^{ème} siècle. D'abord parce qu'elle est bien plus proche d'une couche supérieure que d'une couche moyenne (encore qu'elle tende à s'élargir vers le bas) et par là proportionnellement moins nombreuse: pour cette raison, elle est loin de constituer une «classe centrale», comparable par exemple aux classes moyennes des pays

¹¹ François GIPOULOUX, *La Chine, une nouvelle superpuissance ?* Armand Colin, 2005, p. 135.

¹² Alain ROUX, *La Chine au XX^{ème} siècle*, Armand Colin, Paris 2006 p. 159.

développés d'Asie. Ensuite, parce qu'elle dépend largement des faveurs et des autorisations délivrées par le pouvoir et ses représentants locaux. Un nombre apparemment croissant d'entrepreneurs se montre, certes, actif dans les assemblées locales et même à l'Assemblée Nationale Populaire. Mais, à l'heure actuelle, en dépit de la politique de séduction menée depuis Jiang Zemin à leur égard, ce phénomène reste marginal. La nouvelle élite n'est pas encore en mesure de prendre son autonomie, elle reste prisonnière du pouvoir, captée par une couche privilégiée dont les membres de l'appareil constituent le centre.

Ce groupe social a bien un mode de consommation nouveau, plus individualisé et plus internationalisé qu'autrefois. Mais il est encore dépourvu d'ambitions politiques et de conscience de classe. Les enquêtes réalisées dans ce milieu mettent, certes, en évidence des critiques nombreuses contre la bureaucratie, la corruption du pouvoir ainsi qu'une grande soif de réformes plus libérales. Mais ces critiques sont souvent fondées sur des situations et des intérêts de nature particulière. Elles ne sont ni assez cohérentes ni assez organisées pour pouvoir constituer un « discours de classe ». Certains éléments de cette couche sociale avaient été tentés par les mots d'ordre démocratiques dans les années 1980. Mais l'effondrement de la dissidence et sa propre incorporation dans la couche des dirigeants l'ont ramenée dans la norme.

Comme le reste de la société urbaine, elle est de plus en plus nationaliste, craint le désordre social et souhaiterait un autoritarisme mieux éclairé. Les études menées à la fin des années 1990 sur les managers chinois des *joint ventures* avec l'étranger montrent que, bien que partisans d'une plus grande «marketisation» de la société chinoise, ils évitent de prendre position sur les problèmes politiques et se contentent d'actionner leurs réseaux de relations ou leurs organisations professionnelles. Le patriotisme affiché de ce groupe social et l'importance de ses activités caritatives rappelle plutôt le comportement des grands marchands de la Chine impériale dont la prospérité précaire reposait sur la soumission au pouvoir et la redistribution partielle de leurs richesses. Leur mécénat fait vivre des salons littéraires, des cercles de discussion, voire des revues libres de ton mais dont la diffusion reste confidentielle.

3. 3. Conclusion partielle

Les interférences entre propriété publique et propriété privée favorisent l'ascension, autour d'un noyau communiste central, d'une bourgeoisie incomplète, qui n'affiche aucune ambition politique alternative, ni une véritable conscience de classe. Elle ne saurait donc, pour l'heure, constituer un danger pour le régime ni un facteur d'instabilité pour la puissance chinoise. Ce groupe social composite s'affirme plutôt par son patriotisme et diverses vertus d'origine confucéenne situées dans le prolongement des conceptions mises en exergue par les vices-rois partisans du *fuqiang* (« puissance et richesse ») à la fin des empereurs mandchous. Cet ensemble, que l'on serait tenté d'appeler - mais improprement - les classes moyennes,

dispose d'espaces de liberté ouverts aux experts et aux groupes sociaux proches du pouvoir. Il n'est pas en situation de se transformer en « tiers-état » d'un 1789 chinois. En effet, il est devenu pour les instances dirigeantes un outil majeur de régulation sociale. Grâce à lui, le parti communiste peut doubler son propre contrôle d'une sorte d'enveloppement de l'économie et de la société. En soudant ensemble les élites politiques et économiques, celles d'hier et d'aujourd'hui, cette nouvelle couche privilégiée rend plus difficile, par son existence, la formation de groupes sociaux à la fois modernes et indépendants. Elle annule donc l'hypothèse d'une nouvelle classe montante. En outre, sa dualité (élites bureaucratiques et capitalistes) lui permet d'intégrer les fonctions essentielles du contrôle politique et de la gestion économique. Il devient désormais normal pour les cadres de montrer le souci des affaires dans leurs fonctions et pour les entrepreneurs de tenir compte dans leur activité professionnelle des préoccupations politiques du pouvoir. L'action de cette couche privilégiée explique donc largement la grande réussite des autorités de Pékin qui aura été de changer l'économie sans changer de régime politique.

Les différents groupes de cette élite agissent souvent dans le même sens, car ils dépendent les uns des autres et ont intérêt à travailler ensemble. Ainsi, la police n'hésite pas à répondre à un appel venu d'une usine ou d'un chantier de construction. A l'inverse, les entrepreneurs mettent naturellement leur politique d'embauche ou d'investissement au service des intérêts publics ou privés des dirigeants locaux. Cette coopération sert l'ensemble des acteurs, les entreprises comme le pouvoir. Elle permet de conforter la domination de l'appareil d'Etat mais aussi de faciliter son fonctionnement, en compensant les faiblesses du régime chinois : le fait que le droit et l'administration souffrent de lacunes considérables et que leur efficacité demeure très aléatoire. La police et le parti conservent, certes, un rôle important, puisqu'ils fournissent le cadre général, mais c'est le relais des réseaux sociaux qui assure, dans la profondeur, la régulation. Au-delà de la répression policière, on peut raisonnablement avancer que la solidité du régime réside aussi dans ce mécanisme d'encadrement social mêlé de développement économique.

Face à cette pseudo-bourgeoisie arrogante plutôt que conquérante, les couches populaires connaissent, quant à elles, un sort plus contrasté. Aussi, le constat du dynamisme de la société chinoise mérite-t-il d'être sérieusement relativisé et les 110 millions de personnes environ qui représentent la classe moyenne privilégiée représentent bien moins de 10% de la société chinoise. Avec un PIB encore inférieur à 1000 dollars en 2002, la Chine reste, de ce point de vue, un pays pauvre. C'est de cette Chine des déshérités et des déracinés, qui constitue, dans le champ du social, la menace la plus la plus probable à la puissance chinoise, dont il va à présent être question.

DEUXIEME PARTIE

DE NOUVELLES MENACES POUR LA PUISSANCE CHINOISE : OUBLIES DE LA CROISSANCE, REVOLUTION DE L'INFORMATION ET CORRUPTION ENDEMIQUE

La fin du nivellement maoïste a globalement entraîné une forte croissance du revenu disponible par tête: de 1978 à 2004, celui-ci a ainsi progressé de 7,1% en moyenne annuelle à la campagne et de 6,8% en ville¹³. Mais si la population vit généralement mieux qu'à la mort du «Grand Timonier», cette croissance cache en réalité de profondes disparités. Les stigmates de la pauvreté restent visibles. On recense en 2004 plus de 10 millions de mendiants en Chine, Tibet non inclus. Les administrations des districts du Hebei sont même allées jusqu'à émettre des «permis de mendier» qui coûtent 100 yuans par an. Cette situation semble s'aggraver et les indicateurs montrent que l'écart se creuse entre les élites et les laissés pour compte. Ainsi, en 2005, 10% des chinois les plus riches disposaient de revenus 11,8 fois supérieurs à ceux des 10% les plus pauvres, contre un écart de 10,8 en 2004 et de 10 en 2003¹⁴. Cette « fracture sociale » que connaît le pays constitue le défi le plus pressant qu'ait à relever la puissance chinoise en ce début de XXI^{ème} siècle. Elle se traduit, en premier lieu, par un fossé grandissant entre ruraux et citadins.

CHAPITRE PREMIER. UN MONDE RURAL DECOURAGE, DONT LE PAYSAN EST LE PARENT PAUVRE

Encore faut-il nuancer cette distinction par trop générale entre les campagnes et les villes, qui reste à affiner : s'il demeure le parent pauvre de la société chinoise, le monde rural doit être envisagé dans sa diversité: si les paysans en constituent la majorité, ce monde compte aussi ses élites d'entrepreneurs, de commerçants, de cadres plus ou moins affairistes. Les difficultés auxquelles il est confronté, bien que peu susceptibles d'entraîner des bouleversements politiques à court terme, posent avec acuité un problème social et moral que les autorités ne peuvent ignorer.

1. 1. Un monde rural contrasté, confronté à des difficultés structurelles

La réforme économique de Deng Xiaoping a fait que, jusqu'en 1985, les campagnes chinoises ont connu des années de développement. Depuis, cette situation s'est retournée. Certes, en termes globaux, la condition rurale est sans doute moins dure qu'autrefois. Les zones de grande pauvreté se sont réduites, le progrès pénètre et s'annonce presque partout. Mais l'infériorité de la condition rurale est plus difficile à

¹³ François GIPOULOUX, La Chine du 21^{ème} siècle, une nouvelle superpuissance ?, Armand Colin, Paris, 2005, p. 198.

¹⁴ Alain ROUX, La Chine au XX^{ème} siècle, Armand Colin, Paris 2006 p. 176.

supporter que par le passé, peut-être parce que l'inégalité devient plus manifeste dans les zones rurales elles-mêmes. Nombre de districts manquent de voies de communication, d'électricité, d'eau, d'équipements de santé. A l'inverse, dans les campagnes plus proches des grandes villes, des industries locales apparaissent, des bourgs s'urbanisent et il se crée une classe de paysans enrichis. Mais si la décollectivisation a permis à certains de bénéficier des retombées de la prospérité, elle a aussi engagé un processus de concentration du sol qui a fait apparaître une masse de paysans plus ou moins sous-employés. C'est parmi eux que se trouvent les plus pauvres, qui viennent grossir la masse des mécontents.

Ainsi, au printemps 2004, des manifestations de mécontentement paysan ont vu le jour et la presse de Hong-Kong évaluait à 20 millions le nombre de participants. Ce mouvement est venu à point nommé pour soutenir la politique du Premier ministre, Wen Jiabao. En effet, celui-ci avait fait adopter, le 8 février 2004, une circulaire favorable aux paysans, dont l'application se heurtait à de nombreuses pesanteurs locales. A travers trois «décisions agraires», il s'agissait de s'opposer aux expropriations illégales, d'accroître les revenus des fermiers et de limiter le poids des taxes. En effet, on relevait en 2004 que près d'une centaine de taxes et d'impôts locaux amputaient les revenus des paysans parfois à hauteur de 30%. La réforme de Wen Jiabao avait donc aussi pour but de diminuer la taxe agricole, calculée en fonction de la production et de la surface, de 8,4% des recettes à 2,5% en cinq ans. Dans le même temps, diverses mesures étaient prises afin de s'opposer aux expropriations arbitraires. Par ailleurs, les autorités s'efforçaient de développer les activités rurales non agricoles.

Ces mesures, qui étaient aussi justifiées par le fait que le pays était menacé d'un important déficit céréalier, ont permis d'accroître la production. Dans le même temps, les revenus des paysans ont progressé de 11% par rapport à 2003 alors que les revenus des citoyens n'ont augmenté la même année que de 4,3%¹⁵. Toutefois, en dépit d'une récente embellie, la situation des paysans demeure préoccupante¹⁶. La fin du monopole d'Etat sur le commerce des céréales, après avoir donné une impulsion vigoureuse aux revenus paysans, bute toujours sur diverses difficultés. La misère demeure fréquente dans les campagnes: sur les 85 millions de gens très pauvres que compte la Chine, 29 millions, avec 20 euros par an, ne mangent pas à leur faim, dont la moitié vit dans des régions montagneuses. Les 490 millions d'actifs paysans disposent de 100 millions d'hectares, soit moins d'un hectare pour une famille paysanne moyenne de quatre personnes. Comme il en faut le double pour pouvoir survivre, on peut estimer que la moitié des paysans actifs est en surnombre. 50 à 60 millions d'entre eux trouvant un travail non agricole dans les industries rurales et les usines de bourgs, on a 170 millions de paysans en trop, qui fournissent un exode

¹⁵ Alain ROUX, *La Chine au XX^{ème} siècle*, Armand Colin, Paris 2006 p. 160.

¹⁶ Voir les tableaux relatifs aux disparités de revenus en annexe 3.

massif vers les villes côtières d'environ 100 millions de personnes, appelés «*mingongs*» (migrants). L'exiguïté des terroirs nuit par ailleurs aux investissements, tandis que la loi du marché et l'entrée de la Chine dans l'organisation Mondiale du Commerce aboutissent à des chutes de prix agricoles qui nécessitent l'intervention des autorités et donnent lieu à des crises locales : la Chine a ainsi connu, en 2004, des émeutes des oignons de printemps au Shandong. Par ailleurs, la disparition du système des communes prive les cadres des villages et des bourgs de ressources pour l'entretien des routes, des écoles, des dispensaires et l'aide sociale : ils doivent donc avoir recours au prélèvement de taxes variées, plus ou moins justifiées et parfois détournées, d'autant que le statut de la terre rend les paysans très vulnérables. Celle-ci demeure en effet une propriété collective dont les paysans sont les fermiers. Les cadres les obligent donc à vendre une partie de leur récolte à des prix inférieurs à celui du marché et leur imposent diverses contraintes qui prennent rapidement l'allure de corvées. L'établissement de baux d'exploitation de 30 ans ne pallie pas pleinement ces faiblesses fondamentales et le mécontentement reste vivace chez les paysans face à l'incompétence de certains cadres et à la corruption de plus en plus durement ressentie.

1. 2. Le développement des luttes paysannes : expression de conflits traditionnels ou nouveau mécontentement ?

Diverses affaires ont d'ailleurs étalé au grand jour les injustices dont souffrent les paysans. Ainsi le scandale du sang contaminé au Henan. Dans plusieurs cantons pauvres du sud de la province, où sévissait jadis un banditisme endémique et où Mao avait lancé ses premières communes populaires, des dizaines de milliers de paysans ont vendu leur sang dans des conditions d'hygiène déplorables pour subsister. Au moins 35 000 d'entre eux sont devenus séropositifs avec l'utilisation de seringues infectées. En 2003, une forte contestation s'est développée, les victimes de cette contamination ayant demandé réparation. Ce mouvement a été violemment réprimé par les autorités, ce qui n'a fait qu'accroître le malaise dans les campagnes. En 2003, la Chine reconnaît l'existence de 800 000 cas de séropositivité dans tout le pays et l'hospitalisation de 80 000 malades du SIDA. Plus récemment, quand le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) a fait son apparition à l'automne 2002 dans la province de Canton, les autorités ont dissimulé l'épidémie jusqu'au nouvel an 2003, ce qui a causé le décès d'un millier de personnes, presque tous paysans éleveurs de volaille.

Les luttes villageoises ont permis quelques succès. Nombreuses mais isolées, elles ne semblent cependant pas mettre le régime en danger dans l'immédiat, d'autant plus que les conflits verticaux qui opposent les paysans aux autorités sont moins fréquents que les conflits horizontaux qui opposent les paysans entre eux, pour le contrôle des eaux ou dans le cadre de luttes anciennes. Les conflits verticaux portent le plus souvent sur l'opposition aux taxes ou la défense des terres contre les expropriations. En général,

l'encadrement de ces mouvements spontanés est assuré par des retraités, moins vulnérables à la répression, anciens cadres, ou par des femmes âgées¹⁷. Enfin, on assiste depuis ces dernières années à d'âpres discussions, voire à des bagarres, à l'occasion du renouvellement des comités de parti dans les districts ruraux, ce qui témoigne, à l'inverse du relatif désintérêt des nouvelles classes dirigeantes pour les questions politiques, d'une intervention du public rural au cœur même de ces préoccupations.

Cependant, malgré ces divers signes d'un lent réveil du politique dans les campagnes et les marques d'une modernisation de ces conflits traditionnels (avec l'intervention, parfois, de journalistes venant de Hong-Kong, d'avocats ainsi que la généralisation de l'emploi du SMS pour la mobilisation des foules), les paysans sont plutôt démoralisés. Ils se considèrent souvent comme les déçus d'une réforme autrefois prometteuse. Certes, de gros efforts ont été entrepris depuis ces dernières années pour développer l'ouest chinois, dix fois plus pauvre en moyenne que les provinces orientales et les régions côtières, avec notamment la construction d'un réseau routier reliant Qingdao (Shandong) à Urumqi (Xinjiang) en quatre jours contre quinze en 1980. Mais ces mesures ne semblent pas de nature à tarir les flux migratoires et la fuite de la main d'œuvre qualifiée attirée par les salaires plus élevés de la côte. Cette misère, qui s'exprime encore par un mécontentement sporadique et désordonné, constitue une véritable masse de manœuvre qui pourrait se mobiliser si les taux de croissance actuels venaient à diminuer et le travail à manquer. Aux millions de pauvres qui survivent à peine dans les villages s'ajoutent en effet, dans cette armée de la misère, quelques dizaines de millions de pauvres urbains et les quelques 100 millions de *mingong*, sous-prolétariat qui forme l'interface entre la pauvreté rurale et la pauvreté urbaine.

CHAPITRE 2. LA MISERE URBAINE: UNE CLASSE OUVRIERE DISLOQUEE, DES MIGRANTS DIFFICILEMENT CONTROLES

2.1. Un monde ouvrier en situation d'insécurité permanente

Naguère célébrés comme les «maîtres du pays» au nom desquels le PCC exerçait sa dictature, les ouvriers ont perdu avec la réforme économique cette situation qui leur valait certains privilèges, au moins jusqu'au Grand Bond en Avant. Depuis, la lente désagrégation des unités de production (*danwei*) qui encadraient leur vie et leur assuraient diverses garanties les a exposés à la précarité de l'emploi et au recul de leur protection sociale. Dans les grandes villes, les entreprises d'Etat en difficulté se livrent à la spéculation immobilière et font démolir les quartiers d'habitation de leur personnel et les résidents sont obligés de

¹⁷ Isabelle THIREAU, WANG GANSHEN et autres, *Disputes au village chinois : formes du juste et recompositions locales des espaces normatifs*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2001.

partir vers de lointaines banlieues. A cette occasion, les entreprises immobilières qui bâtissent des ensembles de luxe font venir des *mingong* au salaire dérisoire pour contraindre par la violence les récalcitrants au départ. La situation du monde du travail chinois, fort d'environ 130 millions d'ouvriers, rappelle, sur ce point, les débuts de la révolution industrielle en Europe occidentale. C'est ainsi que la Chine détient le record du monde des accidents du travail, notamment dans les mines, avec 6 027 morts en 2003, soit les deux tiers des accidents mortels dans ce secteur survenus dans le monde, alors qu'elle ne compte que 40% des mineurs de la planète¹⁸. La plupart de ces accidents ont lieu dans des mines concédées à des entreprises privées qui ne respectent pas la législation.

2. 2. Les migrants : une population flottante nécessaire mais exclue

Si le système d'enregistrement du *hukou* institué en 1958 résiste, ce système d'assignation à résidence des paysans, déjà ébranlé par la présence tolérée dans les villes de millions d'ouvriers-paysans en situation irrégulière, connaît depuis 2003 de profondes mutations. Les ajustements successifs dont il a fait l'objet enferment cependant les migrants dans des catégories nouvelles, ce qui contribue à une fragmentation du marché du travail et avive la mise en concurrence des rémunérations et des statuts. En définitive, cette mobilité de la main d'œuvre va dans le sens de l'objectif gouvernemental de stabilité politique et sociale, un marché du travail plus efficace permettant d'accélérer la croissance en termes réels. Favoriser la mobilité, c'est aussi obtenir des gains de productivité immédiats, au prix toutefois d'un durcissement de la concurrence entre travailleurs et de la destruction d'emplois urbains. Ce certificat temporaire devient donc souvent un enjeu dans les relations salariales. Ainsi, dans l'une des entreprises observées à Shenzhen en 2001, 80% des ouvriers n'étaient pas déclarés au Bureau du travail, n'avaient pas signé de contrat avec leur employeur et ne pouvaient donc pas solliciter ce document, situation qui ne pouvait qu'affecter leurs conditions de travail¹⁹. Les mauvais traitements infligés à ce sous-prolétariat qui tourne entre les chantiers du bâtiment et connaît un chômage périodique sans recevoir aucune aide ont été l'occasion d'un débat à l'Assemblée Nationale Populaire au printemps 2003. A la suite de ces travaux, ont été instaurés un «*hukou bleu*», certificat de résident provisoire dont ils peuvent bénéficier moyennant le paiement d'une taxe et une carte d'identité nationale: les millions de migrants ne sont plus des sans-papiers. Il est vrai que la faiblesse de leur salaire (entre 40 et 60 euros par mois dans la région de canton) tout comme la dureté de leurs conditions de travail, avec des journées de 12 heures et des heures supplémentaires discrétionnaires, commence à ralentir cet exode rural.

¹⁸ Op. cit. p. 166.

¹⁹ Isabelle Thireau, Hua Linshan, « les migrants et la mise à l'épreuve du système du hukou », Etudes chinoises, vol. XXIII, 2004, p. 284-287.

2. 3. Des tensions sociales avivées par l'ampleur sans précédent des restructurations

La poussée du secteur privé a aggravé la situation des ouvriers ainsi que celle des autres travailleurs urbains, au nombre de 291 millions, employés dans les services, les transports et le commerce. En effet, les entreprises d'Etat assurent la protection sociale et la retraite de leurs employés, ce qui représente une part importante de leur masse salariale et constitue un lourd handicap face aux entreprises collectives ou privées qui n'ont pas un tel souci. La recherche de la rentabilité et la menace de la faillite ont donc conduit les entreprises d'Etat à dégraisser leur personnel, souvent pléthorique, à hauteur du tiers des effectifs. Le chômage frappe officiellement 8% des travailleurs, mais on peut raisonnablement majorer ce chiffre jusqu'à 15%, voire 20% si l'on ajoute aux ouvriers qui ont perdu leur emploi les travailleurs privés de leur emploi mais encore rattachés à leur entreprise (*xiagang*) qui leur verse une aide de 200 yuans par mois (19 euros) et leur paie des stages de reclassement²⁰. A cette masse, il faut ajouter les millions de jeunes en quête d'un premier emploi ou la foule de travailleurs dont les salaires n'ont pas été versés depuis des mois.

Cette situation multiplie les conflits du travail avec de nombreuses manifestations de rue et des sit-in devant les locaux de la direction ou le siège du Parti. Parfois, cela donne lieu à une invasion du réfectoire des cadres dont les plaignants mangent les repas, ou à la séquestration des directeurs. Phénomène nouveau, on assiste aussi, depuis ces dernières années, à une montée de l'agitation sociale dans les villes développées de la côte, jusqu'à présent épargnées par les grèves. L'apparition d'un marché du travail donne aux ouvriers la capacité de vendre un peu moins mal leur force de travail, en développant un art consommé de la grève qui s'appuie sur les nouvelles techniques de communication (pétitions, SMS...). En février 2005, plusieurs dizaines de milliers de migrantes, ouvrières sans statut d'usines textiles de Shenzhen, ont ainsi arraché par la grève une hausse de salaire de 33%. Toutefois, il faut noter que ces mouvements revendicatifs sont le plus souvent le fait non pas des ouvriers et employés en poste, mais de ceux qui ont déjà été licenciés ou des retraités. Les grèves sont presque toutes défensives, comme ces actions massives en 2002 dans les champs pétrolifères de Daqing et dans la ville de Liaoyang où la fermeture d'usines métallurgiques obsolètes avait causé un chômage massif. Diverses études menées par des sociologues font apparaître que la majorité des travailleurs ne conteste pas l'économie de marché, notamment chez les jeunes, d'autant moins qu'ils sont diplômés. La protestation vient des ouvriers âgés et sous-qualifiés qui sont nostalgiques du socialisme d'Etat.

²⁰ Jean-Louis ROCCA, L'évolution de la crise du travail en Chine, Les études du CERI -n°65- avril 2000.

2. 4. Conclusion partielle

Au-delà du clivage entre la couche favorisée et les autres, qui tend à s'accroître, le tableau social de la Chine actuelle est celui d'un enchevêtrement d'inégalités diverses entre des strates sociales dont les avantages et les faiblesses varient suivant les hiérarchies considérées. Tout se passe comme si le régime chinois, en favorisant l'accès d'une partie de la population à la richesse (en témoigne ses efforts pour faciliter l'accès à la propriété des citoyens), tentait d'acheter l'obéissance des individus en leur accordant l'accès aux fruits de la croissance économique. Ce faisant, il favorise une véritable atomisation des situations sociales, les inégalités se trouvant partout. Les plus déterminantes sont, on l'a vu, celles qui séparent les citoyens des ruraux, mais à l'intérieur de ces catégories, de nombreuses disparités se dessinent, tout aussi criantes. Ainsi, on note la progression des inégalités en matière de santé. Celles-ci se trouvent non seulement dans l'accès à la santé mais aussi dans la qualité des soins.

Cette atomisation permet au régime de maintenir un contrôle social en dépit de l'usure de l'idéologie. Il s'appuie sur le déploiement de l'enveloppe sociale que réalise la couche favorisée par ses réseaux et l'impulsion qu'elle donne à l'activité économique. Dans l'ensemble, ce système parvient encore à limiter les agitations des divers groupes sociaux: on note ainsi l'absence en Chine de ces grands mouvements de désobéissance civile qui ont marqué la dernière décennie du communisme en Europe. Mais l'ampleur des inégalités demeure une menace dont le pouvoir doit plus que jamais tenir compte. En particulier, les migrations internes constituent un problème social croissant. Jusqu'à présent, certes, les migrants suscitent peu de troubles à l'ordre public. Ils voyagent et vivent en collectivité, conservent des liens étroits avec leur famille restée au village et consacrent l'essentiel de leurs efforts à gagner les sommes qu'ils envoient au pays. Mais ce calme est conditionné par la croissance économique et l'existence d'un nombre suffisant d'emplois ouvriers ou, à défaut, de travaux saisonniers.

Si la croissance venait à s'interrompre, ces masses pourraient devenir dangereuses, d'autant que, dans la Chine du début du XXI^{ème} siècle, la révolution dans les techniques de l'information et des communications permet aux idées d'ordres de se propager à une vitesse et dans des proportions inégalées. Cette révolution permet à un public de plus en plus large de mesurer les maux dont souffre la société et qui minent sa cohésion, aux premiers rangs desquels il faut citer la corruption. Il faut à présent tenter de mesurer le poids de ces deux phénomènes sur une société dont on vient de mettre en lumière l'ampleur des inégalités.

CHAPITRE 3. REVOLUTION DE L'INFORMATION ET CORRUPTION : DES FACTEURS POTENTIELLEMENT DESTABILISATEURS

En même temps qu'elle favorise l'individualisation des comportements, la révolution de l'information joue un rôle essentiel dans la formation d'une opinion publique. Elle fait, en ce sens, l'objet d'une attention soutenue de la part des autorités, déterminées à en assurer un contrôle étroit. En dépit des efforts déployés par le régime pour la contrôler, elle met en lumière les dérives de la société chinoise et notamment la corruption qui, si elle comporte des aspects positifs, n'en constitue pas moins un phénomène potentiellement dangereux. Elle alimente un discours de plus en plus critique à l'égard du pouvoir, qui tente pourtant de reprendre l'initiative en matière sociale mais doit faire face à des attentes contradictoires.

3. 1. L'explosion des moyens d'information et de communication : révolution silencieuse, mais liberté étroitement surveillée

Les mutations que la réforme économique a générées dans la société chinoise sont accentuées par l'explosion des médias et des moyens de communication transnationaux, qui permet aux groupes sociaux les plus éclairés de diversifier leurs sources d'information et de s'ouvrir au monde. Du temps de mao, l'information était limitée à la radio officielle qui répétait à l'envi les éditoriaux et les pages du *Quotidien du Peuple*, soumis à une étroite censure.

3. 1. 1. La révolution des nouvelles technologies de l'information

L'ouverture de la Chine a changé la donne de façon irréversible, ainsi que les révolutions dans les télécommunications qui en sont contemporaines. La Chine dispose ainsi, en 2004, de 350 téléviseurs pour 1 000 habitants et d'un réseau de plus de 300 millions de téléphones portables qui utilisent un million de messageries téléphoniques. Enfin, 90 millions de chinois naviguent sur 1 400 000 sites internet. Les Chinois lisent moins de livres mais se ruent sur les magazines qui multiplient les éditions «people». On compte en Chine, en 2004, 190 391 titres de livres, ce qui est assez peu, mais 9 074 magazines et 2 119 journaux, ce qui est beaucoup²¹.

La télévision demeure le média de loin le plus populaire. Les chaînes télévisées, notamment provinciales, se sont multipliées avant d'être plus récemment concentrées, mais la chaîne nationale CCTV conserve une

²¹ Alain ROUX, *La Chine au XX^{ème} siècle*, Armand Colin, Paris 2006 p. 153-154.

nette suprématie : elle touche actuellement 87% de la population²².

En 2003, la crise du SRAS a vu l'émergence d'un phénomène dont l'ampleur a véritablement surpris le gouvernement chinois et les observateurs étrangers : la circulation de messages subversifs par téléphonie mobile, les fameux textos - *short messages* (SMS) en anglais et *duan xinxi* en chinois -. Dans un contexte de désinformation totale et parce que l'épidémie de SRAS a d'abord eu pour principal foyer le Guangdong puis Pékin, les échanges de textos ont été particulièrement importants en volume, puisque c'est dans ces régions que l'on trouve le plus fort taux d'équipement en téléphonie mobile, proche de la plupart des pays développés. Dans ce contexte de crise, le texto a joué un rôle de substitution à la messagerie Internet, un outil de communication interpersonnelle bénéficiant d'une immédiateté, d'une capacité de dispersion et d'une portabilité inégalées.

La démultiplication des possibilités de communication et d'échange entre les individus ou les groupes justifie l'attention dont fait l'objet la sphère des médias auprès des autorités, qui développe des efforts considérables afin d'organiser la censure des idées que celle-ci peut véhiculer.

3. 1. 2. Une liberté d'information étroitement surveillée

S'agissant de la presse écrite, l'Administration d'Etat de la Presse et de la Publication (SAPP) et celle de l'Industrie et du Commerce (SAIC) ont fait la chasse aux publications illégales au cours du premier semestre 2004. Une trentaine de périodiques (sur environ 4.000, dont 2.600 non subventionnés) sont tombés, interdits pour avoir contrefait ou utilisé frauduleusement l'enregistrement d'autres publications. Les journaux interdits couvraient les domaines de la politique, de la culture, de la science, de l'éducation, de la santé, ou de l'environnement.

Le contrôle des informations transmises par la télévision n'a jamais posé de problèmes. Bien que nombre de programmes soient consacrés à des débats souvent assez animés sur les problèmes de société, seules quelques émissions trop indépendantes (en particulier sur TV Hunan) conduisent les autorités à prendre des mesures de rétorsion. S'agissant des chaînes étrangères, après quelques hésitations, il a été interdit aux opérateurs du câble de retransmettre les chaînes reçues par satellite, sauf dans les hôtels et résidences pour étrangers. Comme cette réglementation n'était pas totalement appliquée, il a été prescrit à partir du 1^{er} janvier 2002 aux réseaux étrangers de distribuer leurs chaînes au travers d'une plate-forme gouvernementale.

²² Op. cit.

L'Internet, pour sa part, est très contrôlé. Cette surveillance est à la fois technique et politique. Technique d'abord, car s'il y a presque sept fois plus d'internautes en Chine populaire qu'à Taïwan, les Chinois disposent en revanche de seulement deux tiers des connexions internationales dont jouissent les taïwanais²³. Certains sites étrangers sont inaccessibles de Chine. Les sites des grands organes de presse anglo-saxons (*Washington Post*, *Herald Tribune*, BBC, etc.) ainsi que les sites d'organisation étrangères s'intéressant à des sujets jugés politiquement sensibles - Tibet, Taïwan, Falungong, droits de l'homme en Chine, etc.- sont les cibles privilégiées de ces blocages d'accès. En 2003, une étude de la *Harvard Law School* révélait que sur les 200 000 sites web dont ils avaient simulé l'accès à partir de la Chine de mai à novembre 2002, 50 000 étaient d'une façon ou d'une autre interdits d'accès. Le filtrage des données disponibles sur l'Internet chinois, aussi bien sur le web que sur les forums de discussion, est également pratique courante en Chine. Les grandes campagnes de remise en ordre des cybercafés du printemps 2001 et de l'été 2002 semblent avoir largement porté leurs fruits en ce domaine.

Plusieurs dispositions réglementaires complètent ces dispositifs de contrôle. Elles s'adressent autant aux utilisateurs qu'aux pourvoyeurs d'accès et de contenu. Parmi les plus importantes, il faut citer l'arrêté sur la gestion des contenus sur l'Internet, adopté en septembre 2000, lequel interdit aux pourvoyeurs de contenu - leur en imputant ainsi la responsabilité - la dissémination d'informations que le gouvernement juge « malsaines ». Par ailleurs, depuis décembre 2000, tous les usages déviants de l'Internet font l'objet d'une « criminalisation » puisqu'ils sont mis en conformité avec les articles du code pénal se rapportant aux « crimes mettant en danger la sécurité nationale ». Les contrevenants à ces règlements s'exposent à de graves sanctions. Selon l'association américaine *Digital Freedom Network*, quelque 64 personnes étaient emprisonnées en 2005 pour des « crimes » liées à un usage dissident de l'Internet.

On le voit, l'architecture du contrôle de l'Internet en Chine ne permet qu'une expression partielle de la liberté d'expression. Seuls les internautes les plus aguerris peuvent tourner la censure, au risque d'en payer chèrement le prix. L'efficacité du contrôle est telle que la censure exercée par les autorités publique génère dans son sillage l'autocensure préventive pratiquée par les opérateurs commerciaux chinois et, bien souvent, les utilisateurs.

S'agissant des échanges de messages par téléphonie mobile, les autorités publiques ont, dans les premiers temps de leur apparition, fait preuve d'une relative tolérance à leur égard, pour des raisons économiques liées à la bataille entre les opérateurs pour les parts de marché. La surprise passée face à l'ampleur du

²³ Eric SAUTEDE, Les leures de la modernité, Internet, information et crise du SRAS en Chine, Perspectives chinoises n°76, mars-avril 2003.

phénomène, le gouvernement chinois s'est rapidement donné les moyens de contrôler ce nouveau mode de communication. En mai 2003, il y avait déjà plus d'une centaine d'arrestations directement liées à la circulation de rumeurs relatives à l'épidémie de SRAS. Le 2 juillet 2004, des sources officielles annonçaient un projet de contrôle, au moyen d'une nouvelle technologie, des messages textes échangés par téléphones mobiles.

La révolution des communications contraint donc les autorités chinoises à s'adapter à l'émergence, timide certes mais bien réelle, d'une société civile qui dispose désormais d'outils lui permettant d'accéder à une information sinon toujours objective, du moins plurielle. Cet accès à l'information, en particulier à partir de l'Internet, demeure toutefois réservé à des utilisateurs plutôt jeunes, au niveau intellectuel élevé, matériellement aisés, économiquement ou socialement actifs. Les conséquences de la crise du SRAS, à laquelle il faut ajouter l'admission publique sans précédent, en mai 2003, du naufrage d'un sous-marin ayant entraîné la mort de 70 membres d'équipage, tendraient à montrer que le régime souhaite faire sienne l'exigence d'une information plus libre. Néanmoins, il ne fait aucun doute que les dirigeants du pays auront à cœur d'entretenir une conception réduite de cette liberté, ainsi qu'en attestent les développements récents qu'a connus l'Internet chinois. L'attention dont il fait preuve de la part de l'Etat atteste des dangers potentiels qu'il recèle : les sites de discussion sont devenus des forums publics où s'exerce un embryon de discussion démocratique anonyme et polémique, probablement encore peu représentatifs mais appelés à un développement que le régime ne pourra peut-être pas toujours maîtriser.

Mais les nouvelles technologies permettent également de dangereuses adaptations à la fluidité des relations mondiales, car elles ignorent les frontières. Elles servent les opérations financières licites mais aussi illicites. Les inconvénients sont ici évidents : opacité des opérations, dissolution de la responsabilité, difficulté du contrôle. En ce sens, elles peuvent constituer les auxiliaires d'un mal que beaucoup semblent considérer comme consubstantiel de la société chinoise : la corruption.

3. 2. La corruption : mal endémique et élément du développement économique

Mettre au centre des préoccupations, non plus la politique, comme durant les «années Mao», mais l'économie, présente un risque majeur qu'amplifie la nature bureaucratique du régime : traditionnelle dans la Chine impériale et toujours présente dans la Chine de Mao malgré les campagnes pour l'éradiquer, la corruption s'est aujourd'hui banalisée depuis la réforme économique initiée par Deng Xiaoping. Avant d'en envisager les effets sur la société chinoise, il nous faut préalablement analyser la corruption en tant

qu'effet d'un système de liens sociaux.

3. 2. 1. Relations, collusion, corruption, une constante de la société chinoise

Les débats relatifs à la corruption en Chine sont étroitement liés à l'histoire chinoise, très riche en ce qui concerne l'art des relations sociales. Ce domaine est revenu au goût du jour dans la Chine des réformes, avec l'idée d'une sorte de retour de traditions destinées à compenser la modernisation de l'économie. Mais ce retour est aussi une continuité, car l'art des *Guanxi* (relations, liens personnels régissant la vie sociale) a survécu après 1949 puis avec la politique de modernisation de Deng Xiaoping, en fournissant l'argent et la confiance mutuelle qui servaient de capital à l'économie nouvelle. Mais on assiste désormais au développement d'une nouvelle étape, rendue nécessaire par la stratégie de régulation de la société dans laquelle est impliquée la nouvelle couche sociale. Cette dernière doit désormais généraliser l'usage des réseaux de relations pour assurer des tâches à la fois plus nombreuses et plus importantes. Cette adaptation est d'autant plus facile que les membres de la couche favorisée entretiennent leurs réseaux par des faveurs régulières. On engagera, par exemple, de préférence des ouvriers de familles que l'on connaît.

Collusion et corruption sont donc d'abord les effets de l'immense système de relations qui fait fonctionner la société et la politique chinoises et qui en constitue même une sorte de deuxième monnaie: «la véritable monnaie de la République populaire de Chine n'est pas le Renminbi, mais le patronage politique», estimait Gordon Chang en 2001²⁴. Certes, tous les individus ne s'inscrivent pas avec la même facilité dans cette société de réseaux et les cadres qui font systématiquement commerce de leur activité ne sont probablement pas majoritaires: en 1998, on estimait leur proportion à un cinquième dans la province de l'Anhui²⁵. Une enquête auprès de six cents petits marchands de Hunan montre que les prédatations des cadres leur coûtaient en 1996 13% de leurs bénéfices annuels, ce qui est certes considérable, mais relativement comparable avec les pratiques rencontrées dans d'autres pays d'Asie du sud-est.

Après en avoir cerné les contours, il faut à présent tenter de déterminer l'ampleur réelle de ces phénomènes de corruption.

3. 2. 2. La corruption, gangrène de la société chinoise ou mal nécessaire?

Il est difficile d'évaluer les effets exacts de la corruption en Chine, car les chiffres globaux manquent

²⁴ Gordon CHANG, *The coming collapse of China*, Random House, Londres 2001, p. 155.

²⁵ Ursula GAUTHIER, *Le volcan chinois*, Denoël, Paris, 1998, p. 119.

malgré la prolifération de détails. La *Far Eastern Economic Review* donnait ainsi un pourcentage de 13 à 16% du PIB (et de 20% pour l'économie souterraine) en 2001²⁶. Il faut aussi distinguer la corruption de prédatrices qui peuvent être très importantes et qui entraînent de nombreux gaspillages : ainsi, le comité du parti communiste de l'île de Hainan aurait dépensé durant les deux premiers mois de 1999 un million de yuan dans des communications téléphoniques avec les messageries roses!

En outre, on peut se demander si la transition vers l'économie de marché aurait été possible sans cette sorte de « récompense » réservée aux anciens maîtres du pays qui ont accepté ce glissement vers le capitalisme. A travers ses travaux, Jean-Louis Rocca montre que la corruption n'est pas seulement prédatrice, mais aussi socialement redistributrice, en assurant la cohésion de nombreuses unités qui bénéficient de ses avantages. Bien souvent, elle a servi de « lubrifiant » à une économie obéissant à des normes différentes et dont des pans entiers étaient inefficaces.

Mais dans la conjoncture actuelle, les inconvénients de la corruption sont patents. Les dirigeants eux mêmes les reconnaissent, souvent pour se disculper d'un système dans lequel la majorité de la population les croit compromis. La presse est donc remplie d'affaires croustillantes, qui concernent tous les domaines de la vie sociale, par exemple le sport : les spectateurs ont ainsi appris au début de 2002 que le championnat de football professionnel chinois avait été faussé par la vénalité des arbitres - un million de yuans pour acheter un match joué à l'étranger-. En 2001 enfin, le nombre de membres du PCC mis en cause s'élevait à 15 000²⁷.

Dans ce contexte, au sein de la population citadine, beaucoup font un raisonnement simple: la corruption étant généralisée chez les dirigeants, les enquêtes ne sont en fait que des opérations politiques, la justice étant également corrompue. Le résultat est le développement d'une atmosphère détestable marquée par le sentiment qu'une pourriture généralisée affecte les élites. Les cadres sont accusés de former une mafia dirigée par un syndicat de bandits, dont le petit peuple est exclu. Ce soupçon général est dangereux pour le régime, car il masque ses succès et le fait apparaître comme animé de noires intentions.

Aussi le Parti et l'Etat déploient-ils des efforts considérables pour limiter l'ampleur du phénomène, car les dirigeants savent bien que leur maintien en place dépend au premier chef de la réaffirmation de leur légitimité. D'où l'accroissement du volet répressif dans la lutte contre la corruption, qui constitue un signal adressé à tous. Ces gesticulations répétées sont souvent accélérées par le mécontentement récurrent

²⁶ Ursula GAUTHIER dans le *Nouvel Observateur* du 5-11 juillet 2001.

²⁷ *Le Monde* du 14-15 mai 2000.

des échelons les moins favorisés de l'appareil, jaloux des avantages des couches supérieures et en particulier des cadres des régions côtières ou de l'ascension fulgurante des «fils de princes».

Si la corruption suscite une contestation de plus en plus importante, elle n'en procure pas moins certains avantages qui méritent d'être soulignés. On peut ainsi supposer qu'elle constitue le prix à payer pour permettre à l'élite d'assurer un rôle d'encadrement social rendu nécessaire par les carences de l'administration et du système juridique. Cette socialisation des élites, déjà évoquée, permet de solidifier le régime politique et contribue à assurer à la fois le contrôle social et la poursuite de la croissance. Ce coût ne deviendrait dangereux que si la croissance venait à faiblir durablement et si la rémunération de la couche la plus favorisée venait à entrer en concurrence avec la hausse du revenu de la majorité. L'Etat entend donc accroître son rôle dans ce domaine, mais se trouve paradoxalement confronté à des critiques de plus en plus nombreuses.

3. 3. Un Etat plus présent dans la sphère sociale, mais de plus en plus critiqué

L'encadrement social joue, nous l'avons vu, un rôle décisif. Mais son prix est lourd : c'est la corruption et les intérêts locaux. Aussi les autorités s'efforcent-elles de développer des politiques publiques afin de montrer que l'Etat entend désormais se donner un rôle social protecteur. C'est ainsi qu'il a entrepris de guider et contrôler une structuration de la société par la création d'organisations au statut hybride, entre l'organisme para-public et l'ONG, telles que la *China Charities Foundation*, établie en 1999 par le ministère des affaires civiles. Ces organisations permettent à l'Etat de développer des politiques publiques (aménagement du territoire, protection de l'environnement, couverture sociale...) mais aussi de contenir le développement de la couche privilégiée dans la gestion du social, pour la remplacer progressivement. Tel est l'enjeu de la construction légale en cours et de la consolidation de l'appareil judiciaire et administratif. En doublant l'action du parti d'un enveloppement social et d'un rôle croissant de l'Etat, on peut estimer que les autorités chinoises mettent en oeuvre un mécanisme de contrôle qui masque les inégalités, entretient et contient l'atomisation de la société. Mais ce mécanisme est potentiellement dangereux dans la mesure où il ne répond que très imparfaitement aux besoins de solidarité qui se manifestent aujourd'hui dans l'espace social chinois.

Cet espace social est devenu un champ où le règne du "chacun pour soi" se télescope avec les aspirations diverses des groupes sociaux. La perception de l'existence comme impitoyable alimente ainsi un discours très critique sur les autorités et plus généralement l'Etat. Dans la population, des aspirations se font jour, que seul un Etat plus juste et plus fort pourrait satisfaire : le soutien au plus faible, des administrations plus efficaces et plus honnêtes. Certains dirigeants les perçoivent et paraissent convaincus de la nécessité

de poursuivre le mouvement d'harmonisation de la législation. Ainsi, Zhu Rongji affichait-il, en 2002, sa sympathie pour les «groupes défavorisés».

Mais d'importants obstacles gênent ces efforts. Tout d'abord, l'interdit qui frappe l'idée de démocratie contraint le pouvoir à habiller les réformes d'un vocabulaire stéréotypé qui entretient le doute sur leur sens et leur pérennité. Ensuite, le phénomène d'encadrement social par les élites rend nécessaire la collaboration aux réformes de ceux-là mêmes qu'elles menacent souvent. Ces tentatives de réformes sont donc suspendues aux aléas des processus bureaucratiques : application parfois peu rigoureuse, pesanteurs, oublis plus ou moins volontaires. Enfin, les attentes sociales à l'égard de l'Etat sont contradictoires : on attend qu'il soit à la fois sévère et attentif aux situations particulières, au service de la puissance de la Chine et du bonheur de sa population. En définitive, comme le montre Jean-Luc Domenach, « dès lors qu'il ne terrorise plus, l'Etat est accablé de demandes innombrables, soumis à une indiscipline générale qu'il ne peut réprimer que par une répression coûteuse ». Les inégalités et les abus de toutes sortes dont souffre la société chinoise ne font donc que ranimer des attentes irréalisables.

Il est, toutefois, bien trop tôt pour voir dans cette tendance de la société chinoise le début d'une ébullition sociale et politique susceptible de remettre en cause le pouvoir actuel. L'espoir d'une vie meilleure, de conditions matérielles d'existence plus satisfaisantes permet aux chinois de supporter ces accès de défiance vis-à-vis des autorités. Mais l'opinion sent bien que la Chine aborde une nouvelle phase de son histoire très délicate. Et ce n'est pas un hasard si, à l'issue du dernier plénum du comité central du PCC (du 8 au 11 octobre 2005), Hu Jintao a annoncé un plan quinquennal de lutte contre les inégalités et une réforme fiscale.

CONCLUSION

L'étude de la société chinoise à l'aube du XXI^{ème} siècle laisse apparaître à la fois l'importance du chemin parcouru depuis la mort de Mao et l'ampleur des défis qui se posent, dans ce domaine, à la puissance chinoise. En effet, les réformes économiques initiées depuis 1978 ont été déterminantes dans la transformation radicale de la Chine et son insertion dans l'économie globale. Cette mutation a donné naissance à une puissance engagée dans une voie originale, qui fait cohabiter le maintien des dogmes léninistes avec un capitalisme adapté aux spécificités chinoises. Cette voie a permis l'émergence d'une «classe moyenne» aux contours imprécis, dépourvue dans l'immédiat de réelles ambitions politiques. Mais ce «capitalisme bureaucratique» a aussi créé dans son sillage une cohorte de laissés pour compte, ruraux déracinés, ouvriers au chômage, exclus, qu'un contrôle social étroit tient pour le moment éloignés de toute velléité de contestation fondamentale du régime. Dans un contexte marqué par la diffusion accélérée de l'information et la persistance de phénomènes de corruption, cette stabilité pourrait toutefois être brutalement remise en cause si la croissance venait à s'interrompre.

C'est donc bien dans le domaine social que les fragilités de la puissance chinoise paraissent les plus marquées, même si elles peuvent paraître potentielles. Aujourd'hui, la croissance économique constitue le seul moteur de la transition politique et du contrôle social. Cette croissance est suffisamment rapide pour rémunérer à la fois l'élite et la masse et pour promettre une fin proche aux souffrances sociales. Sans croissance rapide, la sécurité politique disparaît. Les dirigeants sont donc dans la position délicate de devoir prouver par de bons résultats dans le court terme la justesse de leurs orientations de long terme. Ce faisant, ils fondent leur légitimité sur un pari dangereux, faisant courir au pays un risque de dissension sociale de grande ampleur, qui rendra probablement plus délicate une transition politique.

La Chine offre donc aujourd'hui l'image d'une puissance à la croisée des chemins. Dans les domaines politiques et économiques, elle dispose en effet d'avantages réels qui la dotent d'une capacité de s'affirmer sur l'espace régional mais aussi mondial. En ce sens, le pays peut à juste titre être considéré comme une puissance mondiale en ascension. Mais elle est encore loin du but. D'abord parce que la plupart de ses moyens sont ceux d'un pays en voie de développement. Ensuite, parce que son immensité spatiale et démographique, qui constitue certainement un avantage à la fois psychologique et stratégique, entraîne aussi d'importantes faiblesses. Jean-luc Domenach a bien montré combien le fait qu'elle soit colossale ne signifie pas forcément que sa puissance le soit aussi. Cela illustre également le fait que « ses difficultés comme ses aptitudes pour atteindre la puissance sont plus grandes et que ses résultats comme ses échecs s'en trouvent décuplés ». La Chine se présente donc bien comme un colosse aux pieds d'argile.

ANNEXE 1

Les zones économiques spéciales créées à partir de 1983.

Figure 3. China: Special Economic Zones



Source : www.populationdata.net (2004).

ANNEXE 2

Les divisions administratives de la Chine

République Populaire de Chine (RPC):
Divisions Administratives



Source : www.wikipedia.org (janvier 2006)

ANNEXE 3

Les disparités de revenus en Chine

Années	Revenu net Par tête (foyers ruraux, Rmb)	Revenu disponible par tête (foyers urbains, Rmb)	Ratio revenus urbains/ revenus ruraux
1978	133,6	343,4	2,57
1980	191,3	477,6	2,50
1985	397,6	739,1	1,86
1990	686,3	1 510,2	2,20
1995	1 577,7	4 283,0	2,71
2000	2 253,0	5 854,0	2,79
2001	2 366,4	6 859,6	2,90
2002	2 475,6	7 702,8	3,11
2003	2 622,2	8 472,2	3,23
2004	2 936,4	9 421,6	3,20

Source : Zhongguo tongji nianjian, Annuaire statistique de Chine, 1992, P. 34 et 43.

Disparités dans le revenu net rural selon les régions chinoises

	Est	Centre	Ouest
1978	1,09	1	0,91
2000	1,47	1	0,77

Source : OCDE, Income disparities in China, Paris, 2004, P. 10

Disparités dans le revenu net rural selon les régions chinoises

	Est	Centre	Ouest
1978	1,09	1	0,91
2000	1,47	1	0,77

Source : OCDE, ibid.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux en langue française.

Isabelle ATTANE (dir), *la Chine au seuil du XXI^{ème} siècle, questions de population, questions de société*, Les cahiers de l'INED, Institut National d'Etudes Démographiques, Paris, 2002.

Robert BENEWICK et Stéphanie DONALD : *Atlas de la Chine contemporaine*, collection Atlas/monde, éditions Autrement, Paris, 1999.

Stéphanie BESSIERE, *La Chine à l'aube du XXI^{ème} siècle, le retour d'une puissance ?* L'Harmattan, Paris, 2005.

Jean-Luc DOMENACH, *Où va la Chine ?*, Fayard, Paris, 2002.

Guilhem FABRE, *Chine, crises et mutation*, collection « recherches asiatiques », L'Harmattan, Paris, 2002.

Ursula GAUTHIER, *Le volcan chinois*, Denoël, Paris, 1998.

François GIPOULOUX, *La Chine du 21^{ème} siècle, une nouvelle superpuissance ?*, collection Circa, Armand Colin, Paris, 2005.

Alain ROUX, *La Chine au XX^{ème} siècle*, collection Cursus, Armand Colin, Paris, 2006.

Ouvrages généraux en langue étrangère.

Gordon CHANG, *The coming collapse of China*, Random House, Londres, 2001.

Elizabeth PERRY et Mark SELDEN, *Chinese society, change, conflict and resistance*, Routledge, Londres et New-York, 2000.

Ouvrages traitant de questions particulières en langue française.

Stéphanie BALME, *Entre soi - L'élite du pouvoir dans la Chine contemporaine*, Fayard, Paris, 2004.

Isabelle THIREAU et Wang HANSHENG (dir.), *Disputes au village chinois. Formes du juste et recomposition locales des espaces normatifs*, éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 2001.

Journaux et revues.

Etudes chinoises, Ecole des Hautes Etudes de Sciences sociales.

Perspectives chinoises, Hong-Kong, Centre d'Etudes Français sur la Chine contemporaine.

Questions internationales, La Chine, la Documentation française, n°6 mars-avril 2004.

Le Monde Diplomatique, «la vague du chômage déferle sur la Chine», Jean-Louis ROCCA, janvier 1999.

Tiers Monde, «Chine rurale : le fossé villes-campagnes», C. AUBERT, juillet-septembre 1996.

Le Monde Diplomatique, « Jusqu'où ira la Chine ? », *Manière de voir* n°85, février-mars 2006.

Les études du CERI, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Etudes chinoises, Ecole des Hautes Etudes de Sciences Sociales.

Sites Internet.

Centre d'Etude Français sur la Chine contemporaine à Hong-Kong : www.cefc.com.hk

La documentation française : www.ladocfrancaise.gouv.fr

Le Monde Diplomatique : www.monde-diplomatique.fr

www.questionchine.net

www.china.org.cn/french

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
 <u>I. UNE TRANSITION INACHEVEE A L'ORIGINE DE NOUVELLES ELITES, INSTRUMENT ESSENTIEL DU CONTROLE SOCIAL</u>	 2
 <u>Chapitre 1er. La société chinoise face au démantèlement du maoïsme, de 1976 à 2004</u>	 2
11. La prise de pouvoir par Deng Xiaoping et les années heureuses de la réforme (de 1977 à 1985)	2
12. La crise de la réforme (de 1986 à 1991)	4
13. La poursuite des réformes (de 1992 à 2004)	6
14. Conclusion partielle	7
 <u>Chapitre 2. Les élites chinoises: une collusion entre anciennes castes dirigeantes et intérêts privés</u>	 8
21.. Le Parti communiste chinois, pépinière d'une caste de «techno-bureaucrates»	8
22 Une collusion croissante entre les intérêts privés, le secteur d'Etat et le Parti	9
 <u>Chapitre 3. La nouvelle classe moyenne : un groupe social au périmètre incertain, sans réelles ambitions politiques</u>	 10
31. Un groupe social aux contours incertains	11
32. Un groupe social sans réelle ambition politique	12
33. Conclusion partielle	13
 <u>II. LES E NOUVELLES MENACES : OUBLIES DE LA CROISSANCE, REVOLUTION DE L'INFORMATION ET CORRUPTION ENDEMIQUE</u>	 15
 <u>Chapitre 1er. Un monde rural découragé, dont le paysan est le parent pauvre s</u>	 15
11. Un monde rural contrasté, confronté à des difficultés structurelles	15

12. Le développement des luttes paysannes : expression de conflits traditionnels ou nouveau mécontentement ?	17
<u>Chapitre 2. La misère urbaine: une classe ouvrière disloquée et des migrants difficilement contrôlés.</u>	18
21. Un monde ouvrier en situation d'insécurité permanente	18
22. Les migrants : une population flottante nécessaire mais exclue	19
23. Des tensions sociales avivées par l'ampleur des restructurations	19
24. Conclusion partielle	20
<u>Chapitre 3. Révolution de l'information et corruption : des facteurs potentiellement déstabilisateurs</u>	21
31. L'explosion des moyens d'information et de communication : révolution silencieuse, mais liberté étroitement surveillée	22
311. La révolution des nouvelles technologies de l'information	22
312. Une liberté d'information étroitement surveillée	23
32. La corruption : mal endémique et élément du développement économique	25
321. Relations, collusion, corruption, une constante de la société chinoise	25
322. La corruption, gangrène de la société chinoise ou mal nécessaire?	26
33. Un Etat plus présent dans la sphère sociale, mais de plus en plus critiqué	28
CONCLUSION	30
ANNEXES	
Annexe 1 : Les zones économiques spéciales créées à partir de 1983.	31
Annexe 2 : Les divisions administratives de la Chine	32
Annexe 3 : Les disparités de revenus en Chine	33